

L'économie de La Réunion en 2014 Une embellie en 2014, mais déjà un haut de cycle ?

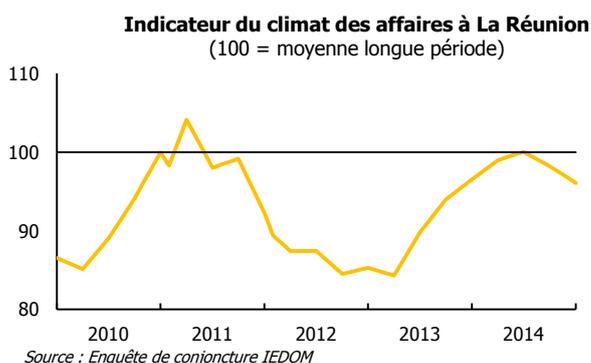
Le contexte économique réunionnais s'est amélioré en 2014. Des signes d'inflexion apparaissent néanmoins en fin de période, traduisant une visibilité réduite et des doutes sur la pérennité de cette dynamique. Parmi les moteurs de la croissance, les dépenses de consommation des ménages gagnent en vigueur, soutenues notamment par la faiblesse de l'inflation, une croissance sensible de l'emploi et une reprise de la distribution des crédits. En parallèle, les retombées des travaux liés à la Nouvelle route du littoral (NRL) se matérialisent sur l'investissement et se diffusent sur l'économie. En revanche, logiquement, le commerce extérieur tend à se détériorer, en raison du fort contenu en importations de cette embellie. Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi parvient à se stabiliser, mais pas encore à se réduire.

Cette amélioration est diffuse à la plupart des secteurs. Le début des travaux de la NRL est ainsi un vecteur d'optimisme pour le secteur du BTP et des industries hors industrie agroalimentaire tandis que les secteurs des services et du commerce tirent profit du raffermissement de la consommation. Globalement, l'optimisme tend à s'effriter en fin d'année, hormis dans l'industrie.

En cohérence avec la conjoncture mieux orientée, le financement de l'économie s'améliore également, dans un contexte de taux directeurs exceptionnellement bas. Les crédits à la consommation des ménages renouent enfin avec une croissance positive, alors que la croissance des encours de crédit est tirée par les crédits d'investissement et immobiliers (travaux de la NRL et logement social), octroyés principalement par les prêteurs institutionnels. Plus largement, le système bancaire continue de s'adapter aux contraintes réglementaires et reste dans une logique de contrôle des risques et d'assainissement des portefeuilles.

UN CLIMAT DES AFFAIRES FAVORABLE

Un climat des affaires bien orienté en 2014, mais qui s'essouffle



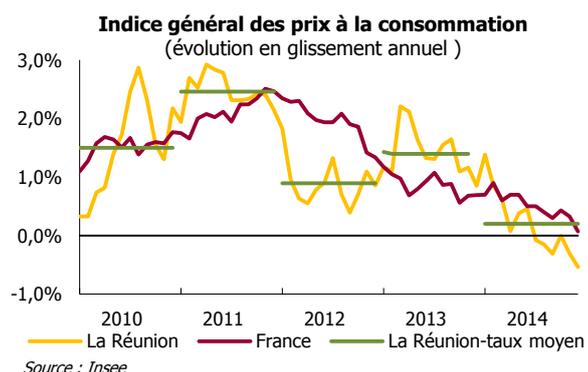
Les perspectives d'amélioration envisagées fin 2013 se sont confirmées en 2014, notamment au cours du premier semestre. Porté par l'amélioration des perspectives, l'indicateur du climat des affaires (ICA) a poursuivi une rapide progression, allant jusqu'à atteindre sa moyenne de longue période en milieu d'année.

Malgré une matérialisation effective de cette embellie au cours du second semestre, le climat des affaires s'est ensuite replié, les chefs d'entreprise se montrant en attente de nouveaux catalyseurs pour dissiper leurs incertitudes quant à la pérennité de cette amélioration. L'indice est ainsi revenu à son niveau de fin 2013, correspondant à un environnement encore favorable.

L'inflation historiquement basse

La croissance des prix s'établit à +0,2 % en moyenne annuelle en 2014, en net retrait par rapport à 2013 (+1,4 %). Négative en fin d'année en glissement annuel, et à un plus bas historique en moyenne, l'inflation à La Réunion est par ailleurs inférieure à celle de la France entière (+0,5 % en moyenne annuelle).

Tous les grands postes de l'indice, notamment le poste énergie, stagnent, à l'exception du poste alimentation dont les prix augmentent de 0,9 % et contribuent pour deux tiers à l'évolution de l'indice général des prix. Le prix du tabac participe également, pour un quart, à cette progression.



Un marché de l'emploi mieux orienté

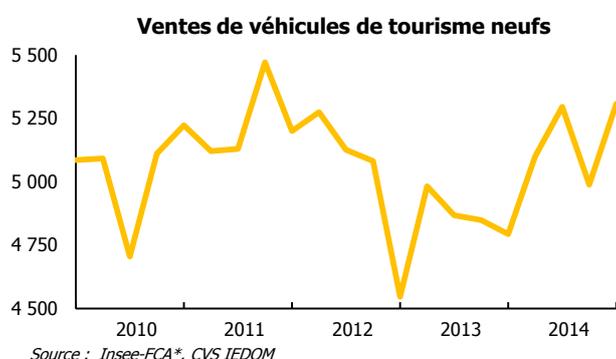
Après une dégradation légère en 2013, le marché du travail s'améliore en 2014. L'emploi salarié du secteur privé progresse de 2,4 % en moyenne (croissance nulle en France entière), après avoir stagné en 2013 (-0,1 %), selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale. Par ailleurs, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A décélère à nouveau : +0,9 % à fin décembre 2014 sur un an, contre +1,4 % fin 2013 et +7,8 % fin 2012. En France hors DOM, leur nombre augmente de 5,7 %. Le marché du travail se dégrade pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans (+11,8 %) mais s'améliore pour les autres catégories d'âge (-1,7 %). Les mesures prises en faveur des jeunes, dont les emplois d'avenir, expliquent en grande partie ce recul.

Cependant, les difficultés de retour à l'emploi perdurent pour certains, comme en témoigne la hausse de 10,1 % du nombre de demandeurs d'emploi de deux ans et plus. De même, le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiant du RSA continue d'augmenter (+7,6 %).

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminuent de 14,0 %, notamment celles non durables (moins de six mois), qui se contractent de 22,9 %. Cette baisse est à relativiser, au regard de la hausse de 31,7 % du volume de travail temporaire (en ETP) sur les onze premiers mois de l'année en glissement annuel.



Une bonne tenue de la consommation des ménages



La faible inflation et la bonne orientation de la masse salariale dans le secteur privé (+4,4 % en moyenne en 2014 après +1,9 % en 2013 et +1,5 % en France entière) jouent en faveur du pouvoir d'achat des ménages réunionnais et de leur consommation. Cette dernière retrouve ainsi de la vigueur, après une année 2013 mitigée. Les importations de biens à destination des ménages se redressent : celles de produits courants augmentent de 5,2 % (-1,1 % en 2013), et de biens d'équipement du foyer de 7,0 %, après deux années consécutives de baisse. Quant aux importations de produits des industries agroalimentaires (IAA), elles progressent à nouveau de 4,6 % en 2014 après +2,8 % en 2013.

Les ventes de véhicules neufs de tourisme s'améliorent de 5,9 % en 2014, soit la plus forte hausse depuis ces sept dernières années.

Cette bonne orientation du marché de l'automobile se retrouve dans l'évolution des encours de crédits à la consommation, qui renouent avec une croissance positive (+0,4 %). Cette hausse met fin à une période de contraction continue depuis 2009.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages sont également mieux orientés. Le nombre de dossiers de surendettement déposés diminue de 9,3 %, après avoir progressé de 24,5 % en 2013. En parallèle, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue de 2,6 %, tandis que celui des incidents de paiement par chèque recule de 3,1 %.

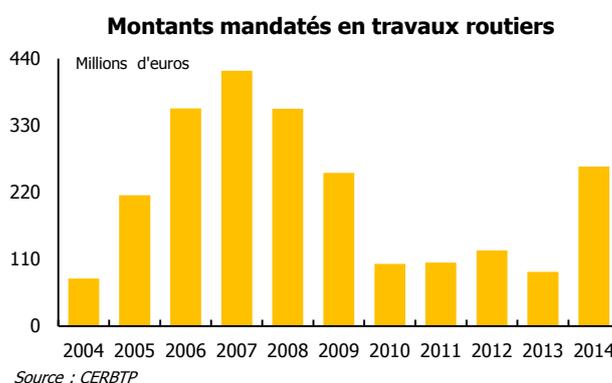
Une dynamique de l'investissement tempérée par des perspectives incertaines

Après deux années moroses, l'investissement redevient plus dynamique, avec le début des travaux liés à la Nouvelle route du littoral (NRL). Cet investissement public se matérialise désormais dans les indicateurs. Les montants mandatés en travaux routiers ont ainsi été multipliés par trois. Ces travaux génèrent également des besoins en nouveaux équipements pour les entreprises prestataires, entraînant une hausse de 8,9 % des importations de biens d'équipement. Celles de véhicules pour le transport de marchandises participent à cette évolution, et à la bonne tenue des ventes de véhicules utilitaires (+7,9 %). Les importations de biens intermédiaires s'inscrivent en hausse de 8,9 %.

Hors NRL, la construction de centrales photovoltaïques et d'une nouvelle usine d'abattage avicole concourent également à l'amélioration de l'investissement en biens d'équipement.

Les encours de crédits à l'investissement des entreprises augmentent de 7,2 % à fin décembre 2014. Quant aux encours de crédits immobiliers des entreprises, ils continuent de progresser, mais leur rythme ralentit : +6,0 % à fin 2014 contre +12,4 % fin 2013. La croissance des encours de crédit à l'habitat des ménages décélère également, portée principalement par des achats dans l'ancien.

Cependant, les perspectives d'investissement restent mitigées. Bien que positives jusqu'en milieu d'année, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise interrogés se sont dégradées. Cette inflexion semble s'expliquer par un probable excès d'optimisme, les entrepreneurs se montrent désormais plus réservés quant à l'avenir, ce qui traduit un manque de visibilité.



Une détérioration du commerce extérieur

Le commerce extérieur s'est dégradé à La Réunion en 2014, compte tenu de la progression sensible des importations, en lien avec la demande interne et de la baisse des exportations.

La hausse annuelle de 4,8 % des importations est en effet venue renverser la tendance baissière des deux dernières années. Cette progression provient en grande partie des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires, destinées au chantier de la NRL. La bonne tenue de la consommation s'est également traduite par des importations plus soutenues des industries agroalimentaires (IAA). En revanche, les importations de produits agricoles et de la pêche reculent, ainsi que celles de produits pétroliers, suite à la baisse du prix du baril de Brent. En parallèle, les exportations se contractent de 4,0 %, en raison de la nette diminution de celles des produits de la pêche (-30,2 %). En dehors de ces dernières, les exportations de produits des IAA progressent de 1,9 %. Par ailleurs, les ré-exportations de matériels de transport et de produits d'équipement électrique augmentent.

UNE MEILLEURE ORIENTATION DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Du mieux dans le secteur primaire

D'après les entrepreneurs interrogés, le courant d'affaires du secteur « agriculture, élevage et pêche » se redresse tout au long de l'année, mais fléchit au quatrième trimestre 2014. La campagne cannière 2014 s'inscrit en hausse, mais à un niveau inférieur à la moyenne décennale. La forte hausse des exportations de produits agricoles (+26,4 %), notamment en ananas et litchis, dynamise la filière fruits et légumes. La collecte de lait repart à la hausse (+6,0 %), après plusieurs années de déclin.

L'activité d'abattage continue sa tendance baissière observée ces deux dernières années, mais à un rythme moins marqué (-2,0 % en 2014, -3,4 % en 2013 et -5,8 % en 2012). Les abattages de volailles se stabilisent, tandis que ceux de bovins et de porcins continuent d'être en berne.

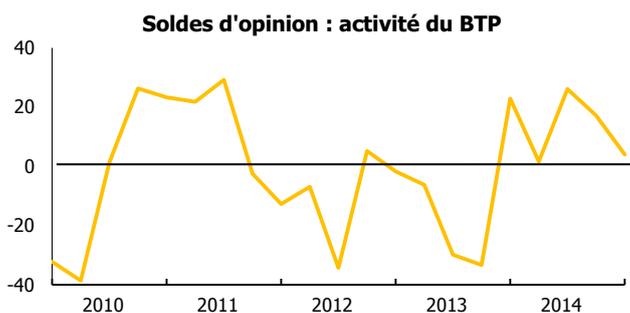


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Un courant d'affaires des industries agroalimentaires en progrès

La bonne tenue de la demande intérieure contribue au redressement du courant d'affaires du secteur des industries agroalimentaires (IAA). Toutefois, ces effets positifs ont tardé à agir sur le moral des chefs d'entreprise, le courant d'affaires ne s'améliorant qu'en fin d'année, après une année 2013 difficile. Le courant d'affaires des industries du sucre et du rhum est bien orienté, avec des hausses d'exportations de rhum de 14,2 % (en volume) et de sucre de 8,4 %, notamment de sucres spéciaux.

Des travaux publics bien orientés mais une branche bâtiment en berne



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, diminuant de 5,0 %.

Le début des travaux de la NRL est un vecteur d'optimisme pour le secteur du BTP. Le jugement des chefs d'entreprise interrogés est ainsi resté positif tout au long de l'année. Néanmoins, les perspectives d'amélioration s'essouffent et leur opinion se dégrade en fin d'année. La commande publique est très dynamique en 2014, en lien, bien sûr, avec le début du chantier de la Nouvelle route du littoral. Mais la construction de quatre nouveaux lycées et les travaux portuaires contribuent également à cette bonne orientation.

Dans la construction, la situation reste difficile. Les attestations de conformité de logements neufs délivrées par le Consuel baissent de nouveau (-14,3 % en 2014 et -2,6 % en 2013). Le logement social peine à trouver un second souffle, les livraisons de logements aidés

Une orientation favorable des activités de service en milieu d'année

Le courant d'affaires dans les services marchands s'est redressé en cours d'année, pour redevenir positif mais l'opinion des chefs d'entreprise s'est dégradée au dernier trimestre et redevient négatif. L'emploi marchand du secteur progresse de 4,6 % au troisième trimestre en glissement annuel. Cette hausse touche toutes les activités, notamment l'intérim.

L'activité touristique reste en berne en 2014. La baisse de la fréquentation hôtelière s'accroît, passant de -2,5 % en 2012, -3,5 % en 2013, à -8,0 % en 2014. Le nombre de passagers entre La Réunion et la métropole recule de 0,8 %. Les chefs d'entreprise du secteur du tourisme jugent également de manière négative leur courant d'affaires.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

UNE REPRISE DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE, MAIS SÉLECTIVE

En cohérence avec la conjoncture mieux orientée, le financement de l'économie s'est également amélioré en 2014, dans un contexte de taux directeurs de la Banque Centrale Européenne exceptionnellement bas et d'intégration des contraintes réglementaires. La montée du rôle des prêteurs institutionnels dans le financement de l'économie se confirme.

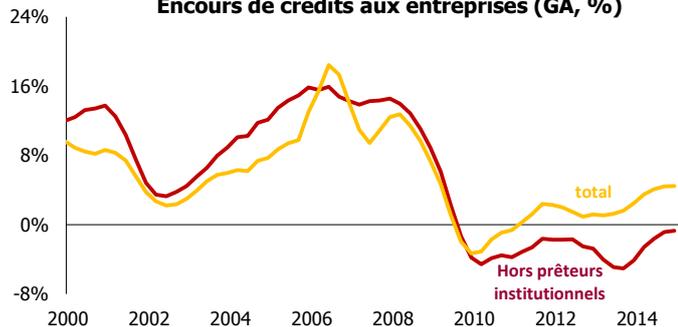
Une légère décélération de l'épargne

La croissance des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais décélère légèrement en 2014, avec une progression de 3,5 % en rythme annuel contre 4,7 % en 2013. Cette évolution semble cohérente avec la bonne tenue de la consommation des ménages et une probable légère diminution de la propension à épargner. La somme des actifs s'établit à presque 12,5 milliards d'euros, avec une collecte nette de 418 millions d'euros sur l'année. Cette collecte est concentrée sur les dépôts à vue et quelques produits d'épargne à long terme, tels que l'assurance-vie et les plans d'épargne logement. Les produits d'épargne liquide et indexés sont quant à eux assez logiquement délaissés, en raison des conditions de marché.

Une accélération du financement aux entreprises, par les prêteurs institutionnels

En progression sur l'année de 2,2 %, la croissance des crédits consentis à l'économie s'est accélérée en 2014 (+1,5 % en 2013), pour atteindre un encours brut total qui dépasse désormais le seuil de 19 milliards d'euros.

Encours de crédits aux entreprises (GA, %)



Source : IEDOM, Surfi

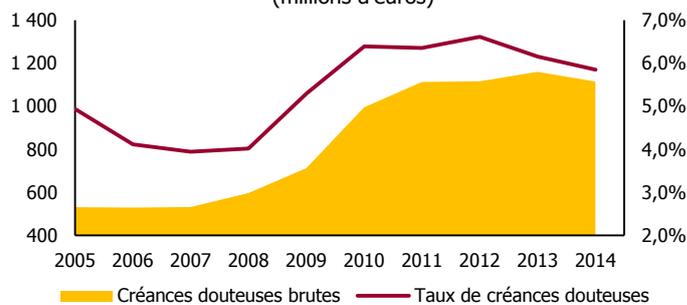
Comme l'an passé, les financements consentis aux entreprises augmentent plus rapidement que ceux consentis aux ménages (+ 4,5 % contre + 1,7 % en glissement annuel). Du côté des ménages, l'atonie de l'activité dans l'habitat se ressent au travers du ralentissement graduel des encours associés (+2,1 % fin 2014). En revanche, les crédits à la consommation renouent enfin avec une croissance positive en rythme annuel (+0,4 % fin 2014, contre -2,8 % en 2013), ce qui met fin à une contraction continue depuis 2009 (-2,2 % en moyenne par an). Du côté des entreprises, les crédits d'investissement tirent la croissance (+7,2 % sur un an contre -3,5 % l'année passée), en lien avec les travaux de la NRL. Cette progression est essentiellement réalisée par des prêteurs institutionnels (AFD, CDC...). Les encours de crédits immobiliers des entreprises sont

en revanche en net ralentissement en 2014 (+6 % en 2014 contre +12% en 2013), l'essentiel étant alloué aux bailleurs sociaux. Les crédits de trésorerie s'inscrivent en net repli (-8,1 %), ce qui constitue une source de préoccupation pour l'économie.

Une poursuite de l'assainissement du portefeuille des établissements de crédit

En baisse pour la seconde année consécutive, le risque de crédit porté par le système bancaire local continue de se réduire. Sur un an, les encours douteux bruts reculent de presque 10 % à 1,004 milliard d'euros, soit -184 millions d'euros depuis le pic de juin 2012. Ils représentent désormais 5,3 % de l'encours total des établissements de crédit, soit 0,7 point de moins qu'en 2013. Outre une tendance générale à l'assainissement des portefeuilles, cette baisse marquée traduit la hausse des encours octroyés par les prêteurs institutionnels ainsi que la cession de créances douteuses à une entité spécialisée, réalisée par un établissement de la place.

Encours de créances douteuses (millions d'euros)



Source : IEDOM, Surfi

UNE LÉGÈRE INFLEXION EN PERSPECTIVE

Si le bilan global pour l'année 2014 ressort favorable, les signes d'infléchissement se sont multipliés en fin d'année et font peser quelques craintes sur les perspectives pour 2015. Les chefs d'entreprise font ainsi état de doutes sur le potentiel d'amélioration supplémentaire et se montrent prudents, dans l'attente de davantage de visibilité. L'enjeu principal reste celui du marché travail, avec une équation croissance - emploi - chômage d'autant plus problématique à La Réunion que la croissance de la population active est alimentée par la dynamique démographique et les comportements sociaux-économiques (hausse taux d'activité, jeune âge d'entrée sur le marché du travail, etc.). Le nombre de chômeurs étant difficile à stabiliser, des leviers de croissance supplémentaires, créateurs d'emplois, seraient nécessaires. Dans ce contexte, l'accompagnement du système bancaire, le recentrage sur l'économie locale, le potentiel d'innovation ou encore le dynamisme de l'entrepreneuriat devront se mobiliser afin d'éviter un tassement de la dynamique enclenchée en 2014 et appuyer les moteurs actuels (NRL, faible inflation, construction et réhabilitation habitat social, faiblesse des taux d'intérêt...).

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 9 avril 2015 - Dépôt légal : avril 2015 - ISSN 1952-9619